

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIV^e Législature

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2013-2014

Séance(s) du mardi 1^{er} juillet 2014

Articles, amendements et annexes



SOMMAIRE

1^{ère} séance

PLFRSS POUR 2014	3
------------------------	---

2^e séance

PLFRSS POUR 2014	19
------------------------	----

1^{ère} séance

PLFRSS POUR 2014

Projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2014

Texte du projet de loi - n° 2044

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES ET À L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL

Section 1

Dispositions relatives aux recettes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement

Article 1^{er}

① I. – Après le chapitre I^{er} ter du titre III du livre I^{er} du code de la sécurité sociale, il est rétabli un chapitre I^{er} quater ainsi rédigé :

② « CHAPITRE I^{ER} QUATER

③ « Réduction dégressive de cotisations salariales

④ « Art. L. 131–10. – I. – Les cotisations à la charge des travailleurs salariés au titre des assurances sociales qui sont assises sur les gains et rémunérations au sens de l'article L. 242–1 inférieurs au produit du salaire minimum de croissance et d'un coefficient fixé par décret font l'objet d'une réduction dégressive.

⑤ « Cette réduction est applicable :

⑥ « 1° Aux personnes qui relèvent du régime général en application de l'article L. 311–3 et du chapitre II du titre VIII du livre III ;

⑦ « 2° Dans des conditions fixées par décret, aux salariés relevant des régimes spéciaux mentionnés à l'article L. 711–1, à l'exception des personnes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 2 du code des pensions civiles et militaires de retraite et des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

⑧ « II. – Le montant de la réduction est calculé chaque année civile, pour chaque salarié et chaque contrat de travail.

⑨ « Il est égal au produit de la rémunération annuelle définie à l'article L. 242–1 et d'un coefficient déterminé selon les modalités prévues par le deuxième alinéa du III de l'article L. 241–13. La valeur maximale du coefficient est de 3 %. La valeur du coefficient décroît en fonction du rapport mentionné au même deuxième alinéa et devient nulle lorsque ce rapport est égal au coefficient mentionné au premier alinéa du I du présent article.

⑩ « III. – La réduction ne peut être cumulée :

⑪ « 1° Avec une exonération totale ou partielle de cotisations salariales ;

⑫ « 2° Avec une prise en charge de ces cotisations ;

⑬ « 3° Avec l'application de taux spécifiques ou d'assiettes ou de montants forfaitaires de cotisations, à l'exception des déductions calculées forfaitairement sur l'ensemble de la rémunération et opérées au titre des frais professionnels en application du troisième alinéa de l'article L. 242–1. Dans ce dernier cas, le coefficient mentionné au II est calculé en prenant en compte la rémunération brute avant application de la déduction et le montant de la réduction est égal au produit de ce coefficient et de la rémunération brute annuelle avant application de la déduction.

⑭ « IV. – La réduction s'applique aux indemnités versées par les caisses de congés mentionnées à l'article L. 3141–30 du code du travail.

⑮ « V. – Les modalités d'application du présent article, notamment la fixation du coefficient mentionné au I, la formule de calcul du coefficient mentionné au II et les modalités d'imputation de la réduction sur les cotisations dues, sont fixées par décret. »

⑯ II. – A. – Le 2° de l'article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite est complété par une phrase ainsi rédigée :

⑰ « Pour les agents dont le traitement ou la solde sont inférieurs à celui ou celle correspondant à un indice majoré défini par décret, une réduction de ce taux est appliquée de manière dégressive en fonction du montant du traitement ou de la solde tenant compte de la quotité de travail dans des conditions fixées par décret. »

18 B. – Le A s'applique aux fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

19 III. – À l'article L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime, après le mot : « articles », est insérée la référence : « L. 131-10, ».

20 IV. – Les I à III s'appliquent aux cotisations dues au titre des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Amendement n° 35 rectifié présenté par M. Bapt, rapporteur au nom de la commission des affaires sociales.

À l'alinéa 4, substituer aux mots :

« inférieurs au produit du salaire minimum de croissance et d'un coefficient fixé par décret »

les mots :

« n'excédant pas 1,3 fois le salaire minimum de croissance ».

Sous-amendement n° 221 présenté par le Gouvernement.

Compléter cet amendement par les deux alinéas suivants :

II. – En conséquence, à la fin de la troisième phrase de l'alinéa 9, substituer aux mots :

« au coefficient mentionné au premier alinéa du I du présent article »

les mots :

« au salaire minimum de croissance majoré de 30 % » ;

III. – En conséquence, à l'alinéa 15, supprimer les mots :

« la fixation du coefficient mentionné au I, ».

Amendement n° 115 présenté par M. Bapt.

À l'alinéa 5, après le mot :

« est »,

insérer le mot :

« également ».

Amendement n° 82 présenté par Mme Berger et Mme Rabault.

I. – À la première phrase de l'alinéa 9, substituer au mot : « annuelle »

le mot :

« mensuelle ».

II. – Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« V. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

« VI. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 95 présenté par M. Bapt.

À l'alinéa 17, après la seconde occurrence du mot :

« solde »,

insérer les mots :

« et en ».

Amendement n° 55 rectifié présenté par M. Vercamer, M. Benoit, M. de Courson, M. Demilly, M. Favennec, M. Folliot, M. Fromantin, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Morin, M. Piron, M. Richard, M. Rochebloine, M. Salles, M. Sauvadet, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Philippe Vigier, M. Villain et M. Zumkeller.

I. – À la fin de l'alinéa 20, substituer aux mots :

« janvier 2015 »

les mots :

« septembre 2014 ».

II. – Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« V. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

« VI. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Après l'article 1^{er}

Amendements identiques :

Amendements n° 138 rectifié présenté par M. Laurent Baumel, M. Germain, Mme Carrey-Conte, M. Paul, M. Amirshahi, M. Assaf, M. Philippe Baumel, Mme Bouziane, Mme Bruneau, M. Emmanuelli, Mme Gaillard, M. Goldberg, M. Hutin, M. Kalinowski, M. Jérôme Lambert, M. Laurent, M. Arnaud Leroy, M. Mallé, M. Mesquida, M. Potier, M. Prat, M. Sebaoun, Mme Tallard, M. Travert et Mme Zanetti et n° 190 présenté par Mme Sas, M. Roumegas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Ruyg, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac et Mme Pompili.

Après l'article premier, insérer l'article suivant :

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 136-8 est ainsi modifié :

a) Les I et II sont remplacés par onze alinéas ainsi rédigés :

« I. – Les contributions sociales sont calculées d'après la situation et les charges de famille du contribuable conformément aux articles 193, 194 et 195 du code général des impôts

et en appliquant à la fraction des revenus bruts annuels définis aux articles L. 136-2 à L. 136-7-1 du présent code le taux de :

- « 1° 5,0 % pour la fraction inférieure ou égale à 6 011 €;
 - « 2° 5,5 % pour la fraction supérieure à 6 011 € et inférieure ou égale à 11 991 €;
 - « 3° 6,5 % pour la fraction supérieure à 11 991 € et inférieure ou égale à 26 631 €;
 - « 4° 7,5 % pour la fraction supérieure à 26 631 € et inférieure ou égale à 71 397 €;
 - « 5° 8,0 % pour la fraction supérieure à 71 397 € et inférieure ou égale à 151 200 €;
 - « 6° 8,5 % pour la fraction supérieure à 151 200 €.
- II. – Par dérogation aux deuxième à quatrième alinéas du I, le taux des contributions sociales est fixé à :
- « 1° 6,0 % en 2015 pour la fraction inférieure ou égale à 6 011 €;
 - « 2° 7,0 % en 2015 pour la fraction supérieure à 6 011 € et inférieure ou égale à 11 991 €;
 - « 3° 7,5 % en 2015 et 2016 pour la fraction supérieure à 11 991 € et inférieure ou égale à 26 631 €; ».

b) Au III, les mots : « et au II » sont supprimés.

2° Après le même article, il est inséré un article L. 136-8-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 136-8-1. – Les contributions visées au I de l'article L. 136-8 font l'objet d'une correction sur l'avis d'imposition sur le revenu mentionné au chapitre Ier du titre I de la partie I du livre premier du code général des impôts sur la base des informations délivrées à l'administration fiscale. ».

II. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Amendement n° 54 présenté par Mme Péresse, M. Lazaro, M. Bénisti, M. Martin-Lalande, M. Sermier, M. Decool, M. de Mazières, M. Tian, M. Goasguen, Mme Poletti, M. Jacquat, M. Houillon, Mme Fort, Mme Zimmermann, M. Door, M. Delatte, M. Siré, M. Abad, M. Perrut, M. Costes, M. Gosselin, M. de Rocca Serra, Mme Louwagie, M. Ciotti, M. Chatel, M. Lurton, M. Gandolfi-Scheit et M. Guillet.

Après l'article premier, insérer l'article suivant :

I. – L'article L. 241-10 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« VI. – Les salaires et charges sociales liés à l'emploi de salariés à domicile sont intégralement déductibles du revenu imposable des particuliers employeurs. ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Amendement n° 48 présenté par M. Philippe Vigier.

Après l'article premier, insérer l'article suivant :

I. – Par exception à l'article L. 6331-16 du code du travail, les entreprises qui, au titre des années 2015, 2016, 2017, atteignent ou dépassent l'effectif de vingt salariés :

1° Restent soumises, pour l'année au titre de laquelle cet effectif est atteint ou dépassé ainsi que pour les deux années suivantes, au versement de la part minimale due par les employeurs au titre du financement de la formation professionnelle continue mentionnée au 1° de l'article L. 6331-14 du même code ;

2° Sont assujetties, pour les quatrième, cinquième et sixième années, aux versements mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 6331-14 du même code, minorés d'un pourcentage dégressif fixé par décret en Conseil d'État.

II. – Les employeurs dont l'effectif atteint ou dépasse l'effectif de vingt salariés pendant la période durant laquelle ils bénéficient des dispositions de l'article L. 6331-15 du code du travail au titre d'un franchissement du seuil de dix salariés en 2015, 2016, 2017, se voient appliquer le I du présent article à compter de l'année où ils atteignent ou dépassent ce seuil. Les employeurs qui atteignent ou dépassent au titre de la même année le seuil de dix salariés et celui de vingt salariés se voient appliquer le I.

III. – Le II de l'article L. 6243-2 et l'article L. 6261-1 du code du travail continuent de s'appliquer, pendant l'année au titre de laquelle cet effectif est atteint ou dépassé et pendant les deux années suivantes, aux employeurs qui, en raison de l'accroissement de leur effectif, atteignent ou dépassent au titre de l'année 2015, 2016, 2017, pour la première fois, l'effectif de onze salariés.

IV. – Par exception à l'article L. 241-13 du code de la sécurité sociale, le coefficient maximal mentionné au quatrième alinéa du III du même article continue de s'appliquer pendant trois ans aux gains et rémunérations versés par les employeurs qui, en raison de l'accroissement de leur effectif, dépassent au titre de l'année 2015, 2016, 2017 pour la première fois, l'effectif de dix-neuf salariés.

V. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Amendements identiques :

Amendements n° 4 présenté par M. Door, M. Jacob, M. Abad, M. Aboud, M. Accoyer, M. Albarello, Mme Amline, M. Appar, Mme Arribagé, M. Aubert, M. Audibert Troin, M. Balkany, M. Barbier, M. Baroin, M. Bénisti, M. Berrios, M. Bertrand, M. Blanc, M. Bonnot, M. Bouchet, Mme Boyer, M. Breton, M. Briand, M. Brochand, M. Bussereau, M. Carré, M. Carrez, M. Censi, M. Chartier, M. Chatel, M. Cherpion, M. Chevrollier, M. Chrétien, M. Christ, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cochet, M. Copé, M. Cornut-Gentille, M. Costes, M. Courtial, M. Couve, Mme Dalloz, M. Darmanin, M. Dassault, M. Daubresse, M. de Ganay, Mme de La Raudière, M. de La Verpillière, M. de Mazières, M. de Rocca Serra, M. Debré, M. Decool, M. Deflesselles, M. Degauchy, M. Delatte, M. Devedjian, M. Dhuicq, Mme Dion, M. Dord, M. Douillet, Mme Marianne Dubois, Mme Duby-Muller, M. Estrosi, M. Fasquelle, M. Fenech, M. Fillon, Mme Fort, M. Foulon, M. Francina, M. Fromion, M. Furst, M. Gandolfi-Scheit, M. Gaynard, Mme Genevard, M. Guy Geoffroy, M. Gérard, M. Gest, M. Gibbes, M. Gilard, M. Ginesta, M. Ginesy, M. Giran, M. Goasguen, M. Gorges,

M. Gosselin, M. Goujon, Mme Greff, Mme Grommerch, Mme Grosskost, M. Grouard, Mme Guégot, M. Guibal, M. Guillet, M. Guilloteau, M. Heinrich, M. Herbillon, M. Herth, M. Hetzel, M. Houillon, M. Huet, M. Huyghe, M. Jacquat, M. Kert, Mme Kosciusko-Morizet, M. Kossowski, M. Labaune, Mme Lacroute, M. Laffineur, M. Lamblin, M. Lamour, M. Larrivé, M. Lazaro, Mme Le Callennec, M. Le Fur, M. Le Maire, M. Le Mèner, M. Le Ray, M. Leboeuf, M. Frédéric Lefebvre, M. Lellouche, M. Leonetti, M. Lequiller, M. Lett, Mme Levy, M. Luca, M. Lurton, M. Mancel, M. Marc, M. Marcangeli, M. Mariani, M. Mariton, M. Alain Marleix, M. Olivier Marleix, M. Marlin, M. Marsaud, M. Philippe Armand Martin, M. Martin-Lalande, M. Marty, M. Mathis, M. Meslot, M. Meunier, M. Mignon, M. Morange, M. Moreau, M. Morel-A-L'Huissier, M. Moyne-Bressand, M. Myard, Mme Nachury, M. Nicolin, M. Ollier, Mme Péresse, M. Pélassard, M. Perrut, M. Philippe, M. Poisson, Mme Poletti, M. Poniatowski, Mme Pons, M. Priou, M. Quentin, M. Reiss, M. Reitzer, M. Reynès, M. Riestter, M. Robinet, Mme Rohfritsch, M. Saddier, M. Salen, M. Scellier, Mme Schmid, M. Schneider, M. Sermier, M. Siré, M. Solère, M. Sordi, M. Straumann, M. Sturni, M. Suguenot, Mme Tabarot, M. Tardy, M. Taugourdeau, M. Teissier, M. Terrot, M. Tetart, M. Vannson, Mme Vautrin, M. Verchère, M. Vialatte, M. Jean-Pierre Vigier, M. Vitel, M. Voisin, M. Warsmann, M. Wauquiez et M. Woerth et n° 16 présenté par M. Tian, Mme Louwagie et Mme Besse.

Après l'article premier, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le dépôt du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015, un rapport détaillant les différentes options envisageables en vue de la compensation des baisses de recettes inscrites dans la présente loi.

Amendement n° 102 présenté par M. Vercamer, M. Benoit, M. de Courson, M. Demilly, M. Favennec, M. Folliot, M. Fromantin, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Morin, M. Piron, M. Richard, M. Rochebloine, M. Salles, M. Sauvadet, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Philippe Vigier, M. Villain et M. Zumkeller.

Après l'article premier, insérer l'article suivant :

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement présente au Parlement un rapport relatif aux modalités et conditions d'une réforme pérenne du financement de la protection sociale permettant d'alléger de façon durable le coût du travail.

Article 2

① I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

② 1° Le troisième alinéa de l'article L. 241-5 est complété par une phrase ainsi rédigée : « La réduction mentionnée à l'article L. 241-13 peut s'imputer sur ces cotisations sans pouvoir excéder un taux fixé par arrêté ministériel dans la limite du taux applicable à une entreprise où aucun accident du travail ou maladie professionnelle n'est jamais survenu. » ;

③ 2° L'article L. 241-6 est ainsi modifié :

④ a) Les 1° et 2° sont ainsi rédigés :

⑤ « 1° Des cotisations assises sur les rémunérations ou gains perçus par les salariés des professions non agricoles et agricoles. Ces cotisations sont intégralement à la charge de l'employeur. Des cotisations forfaitaires peuvent être fixées par arrêté ministériel pour certaines catégories de travailleurs salariés ou assimilés ;

⑥ « 2° Des cotisations dues par les travailleurs indépendants des professions non agricoles ; »

⑦ b) Au 3°, les mots : « salariées et » sont supprimés ;

⑧ 3° Après l'article L. 241-6, il est rétabli un article L. 241-6-1 ainsi rédigé :

⑨ « *Art. L. 241-6-1.* – Le taux des cotisations mentionnées au 1° de l'article L. 241-6 est réduit de 1,8 point pour les salariés dont l'employeur entre dans le champ d'application du II de l'article L. 241-13 et dont les rémunérations ou gains n'excèdent pas 1,6 fois le salaire minimum de croissance calculé selon les modalités prévues au deuxième alinéa du III du même article. » ;

⑩ 4° L'article L. 241-13 est ainsi modifié :

⑪ a) Le I est ainsi rédigé :

⑫ « I. – Les cotisations à la charge de l'employeur au titre des assurances sociales et des allocations familiales, la cotisation mentionnée à l'article L. 834-1 et la contribution mentionnée au 1° de l'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ainsi que, dans les conditions mentionnées au VIII, les cotisations dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles qui sont assises sur les gains et rémunérations inférieurs au salaire minimum de croissance majoré de 60 % font l'objet d'une réduction dégressive. » ;

⑬ b) Le III est ainsi modifié :

⑭ – le premier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

⑮ « Le montant de la réduction est calculé chaque année civile, pour chaque salarié et chaque contrat de travail, selon des modalités fixées par décret. Il est égal au produit de la rémunération annuelle définie à l'article L. 242-1 et d'un coefficient.

⑯ « Ce coefficient est déterminé par application d'une formule fixée par décret. Il est fonction du rapport entre la rémunération annuelle du salarié définie à l'article L. 242-1 et le salaire minimum de croissance calculé pour un an sur la base de la durée légale du travail augmentée, le cas échéant, du nombre d'heures complémentaires ou supplémentaires, sans prise en compte des majorations auxquelles elles donnent lieu. Pour les salariés qui ne sont pas employés à temps plein ou qui ne sont pas employés sur toute l'année, le salaire minimum de croissance pris en compte est celui qui correspond à la durée de travail prévue au contrat au titre de la période pendant laquelle ils sont présents dans l'entreprise.

⑰ « La valeur maximale du coefficient est fixée par décret dans la limite de la somme des taux des cotisations et de la contribution mentionnées au I, sous réserve de la dernière phrase du troisième alinéa de l'article L. 241-5.

La valeur du coefficient décroît en fonction du rapport mentionné au deuxième alinéa du présent III et devient nulle lorsque ce rapport est égal à 1,6. » ;

- 18 – au deuxième alinéa, les mots : « Le décret prévu à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots : « Un décret » ;
- 19 – les troisième à septième alinéas sont supprimés ;
- 20 c) Le IV est ainsi rédigé :
- 21 « IV. – Le rapport et, le cas échéant, le coefficient mentionnés au deuxième alinéa du III sont corrigés dans des conditions fixées par décret d'un facteur déterminé en fonction des stipulations des conventions collectives applicables :
- 22 « 1° Aux salariés percevant une rémunération au titre des temps de pause, d'habillage et de déshabillage ne constituant pas du temps de travail, versée en application d'une convention ou d'un accord collectif étendu en vigueur au 11 octobre 2007 ;
- 23 « 2° Aux salariés soumis à un régime d'heures d'équivalences payées à un taux majoré en application d'une convention ou d'un accord collectif étendu en vigueur au 1^{er} janvier 2010 ;
- 24 « 3° Aux salariés pour lesquels l'employeur est tenu de verser une indemnité compensatrice de congé payé en application de l'article L. 1251-19 du code du travail ;
- 25 « 4° Aux salariés des professions dans lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés aux caisses de congés mentionnées à l'article L. 3141-30 du même code. La réduction prévue au présent article n'est pas applicable aux cotisations dues au titre de ces indemnités par ces caisses. » ;
- 26 d) Le quinzième alinéa est supprimé ;
- 27 e) Le VIII est ainsi rédigé :
- 28 « VIII. – Le montant de la réduction est imputé sur les cotisations à la charge de l'employeur au titre des assurances sociales et des allocations familiales, la cotisation mentionnée à l'article L. 834-1 et la contribution mentionnée au 1° de l'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles.
- 29 « Lorsque le montant de la réduction est supérieur au montant des cotisations et de la contribution mentionnées au premier alinéa la réduction est également imputée sur les cotisations dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles à hauteur du taux mentionné à la dernière phrase du troisième alinéa de l'article L. 241-5 du présent code. » ;
- 30 5° L'article L. 242-11 est ainsi modifié :
- 31 a) À la première phrase, les mots : « ne relevant pas du régime prévu à l'article L. 133-6-8 » sont supprimés ;
- 32 b) Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

- 33 « Le taux des cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants non agricoles dont les revenus d'activité sont inférieurs à un seuil fixé par décret fait l'objet, dans des conditions fixées par décret, d'une réduction dans la limite de 3,1 points. Le bénéfice de cette réduction ne peut être cumulé avec tout autre dispositif de réduction ou d'abattement applicable à ces cotisations. » ;
- 34 6° Les quatre derniers alinéas de l'article L. 834-1 sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :
- 35 « Pour concourir à ce financement, les employeurs sont assujettis à une cotisation recouvrée selon les règles applicables en matière de sécurité sociale et calculée selon les modalités suivantes :
- 36 « 1° Pour ceux occupant moins de vingt salariés et ceux relevant du régime agricole, par application d'un taux sur la part des rémunérations plafonnées ;
- 37 « 2° Pour les autres, par application d'un taux sur la totalité des rémunérations. »
- 38 II. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :
- 39 1° L'article L. 731-10 est ainsi modifié :
- 40 a) Les mots : « assises et perçues » sont remplacés par les mots : « recouvrées » ;
- 41 b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le taux de la cotisation de prestations familiales est fixé conformément à l'article L. 242-12 du code de la sécurité sociale. » ;
- 42 2° Le dernier alinéa de l'article L. 731-25 est ainsi rédigé :
- 43 « Cette cotisation est assise sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire définis aux articles L. 731-14 à L. 731-22. Son taux est fixé par décret. Il fait l'objet d'une réduction dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 242-11 du code de la sécurité sociale. » ;
- 44 3° À la seconde phrase de l'article L. 741-1, les mots : « L. 2412, L. 2413 et L. 2416 du code de la sécurité sociale, sauf dérogations prévues par décret » sont remplacés par les mots : « L. 241-6 et L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale ainsi que, sauf dérogations prévues par décret, aux articles L. 241-2 et L. 241-3 du même code » ;
- 45 4° L'article L. 741-3 est ainsi rédigé :
- 46 « Art. L. 741-3. – Les cotisations mentionnées à l'article L. 741-2 sont assises sur les rémunérations soumises à cotisation d'assurances sociales des salariés agricoles. » ;
- 47 5° L'article L. 751-17 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- 48 « La réduction prévue à l'article L. 241-13 du même code s'impute sur les cotisations mentionnées au premier alinéa, à hauteur du taux mentionné à la dernière phrase du troisième alinéa de l'article L. 241-5 du même code. »

49 III. – A. – Les 1^o à 4^o et 6^o du I et les 3^o à 5^o du II s'appliquent aux modalités de calcul des cotisations et contributions sociales dues au titre des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2015.

50 B. – Le 5^o du I et les 1^o et 2^o du II s'appliquent aux cotisations sociales dues au titre des périodes courant à compter du 1^{er} janvier 2015.

Amendement n° 108 présenté par M. Sebaoun, M. Robiliard, M. Amirshahi, M. Bardy, M. Blazy, Mme Bouziane, Mme Carrey-Conte, M. Féron, Mme Gaillard, Mme Gueugneau, M. Jérôme Lambert, M. Mesquida, M. Noguès, M. Paul, Mme Romagnan et Mme Tallard.

Supprimer l'alinéa 2.

Amendement n° 120 présenté par M. Bapt.

À l'alinéa 3, après la référence :

« L. 241-6 »,

insérer les mots :

« , dans sa rédaction issue de la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, ».

Amendement n° 57 rectifié présenté par M. Vercamer, M. Benoit, M. de Courson, M. Demilly, M. Favennec, M. Fromantin, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Morin, M. Piron, M. Richard, M. Rochebloine, M. Salles, M. Sauvadet, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Philippe Vigier, M. Villain et M. Zumkeller.

I. – Substituer aux alinéas 4 et 5 les deux alinéas suivants :

« a) Le 1^o est abrogé ;

« a bis) Le 2^o est ainsi rédigé : ».

II. – En conséquence, substituer aux alinéas 11 et 12 l'alinéa suivant :

« a) Au I, les mots : « et des allocations familiales » sont supprimés ; ».

III – En conséquence, substituer aux alinéas 27 à 29 l'alinéa suivant :

« e) Le VIII est abrogé ; ».

IV. – En conséquence, compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« IV. – L'article 244 *quater* C du code général des impôts est abrogé.

« V. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par l'augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée. ».

Amendement n° 59 présenté par M. Vercamer, M. Benoit, M. de Courson, M. Demilly, M. Favennec, M. Folliot, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Morin, M. Piron, M. Richard, M. Rochebloine, M. Salles, M. Sauvadet, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Philippe Vigier, M. Villain et M. Zumkeller.

I. – Rédiger ainsi les alinéas 4 et 5 :

« a) Le 1^o est abrogé ;

« a bis) Le 2^o est ainsi rédigé : ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale du I ci-dessus est compensée, à due concurrence, par l'augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée. ».

Amendements identiques :

Amendements n° 143 présenté par Mme Fraysse, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaingne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville, n° 160 présenté par M. Roumegas, Mme Sas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac et Mme Pompili et n° 188 rectifié présenté par M. Germain, M. Amirshahi, M. Assaf, M. Blazy, Mme Bouziane, Mme Chabanne, Mme Chauvel, M. Cherki, M. Emmanuelli, M. Féron, Mme Gaillard, M. Goldberg, Mme Gourjade, Mme Gueugneau, M. Hanotin, M. Laurent, M. Mesquida, M. Noguès, M. Robiliard, Mme Romagnan, M. Sebaoun, Mme Tallard, Mme Troallic et Mme Zanetti.

Supprimer les alinéas 8 et 9.

Amendement n° 145 présenté par Mme Fraysse, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaingne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville.

Compléter l'alinéa 9 par les mots :

« , uniquement pour les contrats dont la durée est conforme au premier alinéa de l'article L. 1221-2 du code du travail. ».

Amendement n° 144 présenté par Mme Fraysse, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaingne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville.

I. – Compléter l'alinéa 9 par les mots :

« , uniquement pour les contrats dont la durée est égale à la durée définie à l'article L. 3121-10 du code du travail. ».

II. – En conséquence, procéder à la même insertion à la fin de l'alinéa 12.

Amendements identiques :

Amendements n° 5 présenté par M. Door, M. Jacob, M. Abad, M. Aboud, M. Albarello, Mme Ameline, M. Apparu, Mme Arribagé, M. Aubert, M. Audibert Troin, M. Balkany, M. Barbier, M. Baroin, M. Bénisti, M. Berrios, M. Bertrand, M. Blanc, M. Bonnot, M. Bouchet, Mme Boyer, M. Breton, M. Briand, M. Brochand, M. Bussereau, M. Carré, M. Carrez, M. Censi, M. Chartier, M. Chatel, M. Cherpion, M. Chevrollier, M. Chrétien, M. Christ, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cochet, M. Copé, M. Cornut-Gentille, M. Costes, M. Courtial, M. Couve, Mme Dalloz, M. Darmanin, M. Dassault, M. Daubresse, M. de Ganay, Mme de La Raudière, M. de La Verpillière, M. de Mazières, M. de Rocca Serra, M. Debré, M. Decool, M. Deflesselles, M. Degauchy, M. Delatte, M. Devedjian, M. Dhucq, Mme Dion, M. Dord, M. Douillet, Mme Marianne Dubois, Mme Duby-Muller, M. Estrosi, M. Fasquelle, M. Fenech, M. Fillon, Mme Fort, M. Foulon, M. Francina, M. Fromion, M. Furst, M. Gandolfi-Scheit, M. Gaynard, Mme Genevard, M. Guy Geoffroy, M. Gérard, M. Gest, M. Gibbes, M. Gilard, M. Ginesta, M. Ginesy, M. Giran, M. Goasguen, M. Gorges, M. Gosselin, M. Goujon, Mme Greff, Mme Grommerch, Mme Grosskost, M. Grouard, Mme Guégot, M. Guibal,

M. Guillet, M. Guilloteau, M. Heinrich, M. Herbillon, M. Herth, M. Hetzel, M. Houillon, M. Huet, M. Huyghe, M. Jacquat, M. Kert, Mme Kosciusko-Morizet, M. Kossowski, M. Labaune, Mme Lacroute, M. Laffineur, M. Lamblin, M. Lamour, M. Larrivé, M. Lazaro, Mme Le Callennec, M. Le Fur, M. Le Maire, M. Le Mèner, M. Le Ray, M. Leboeuf, M. Frédéric Lefebvre, M. Lellouche, M. Leonetti, M. Lequiller, M. Lett, Mme Levy, M. Luca, M. Lurton, M. Mancel, M. Marc, M. Marcangeli, M. Mariani, M. Mariton, M. Alain Marleix, M. Olivier Marleix, M. Marlin, M. Marsaud, M. Philippe Armand Martin, M. Martin-Lalande, M. Marty, M. Mathis, M. Meslot, M. Meunier, M. Mignon, M. Morange, M. Moreau, M. Morel-A-L'Huissier, M. Moyne-Bressand, M. Myard, Mme Nachury, M. Nicolin, M. Ollier, Mme Péresse, M. Pélissard, M. Perrut, M. Philippe, M. Poisson, Mme Poletti, M. Poniatowski, Mme Pons, M. Priou, M. Quentin, M. Reiss, M. Reitzer, M. Reynès, M. Riestler, M. Robinet, Mme Rohfritsch, M. Saddier, M. Salen, M. Scellier, Mme Schmid, M. Schneider, M. Sermier, M. Siré, M. Solère, M. Sordi, M. Straumann, M. Sturni, M. Suguenot, Mme Tabarot, M. Tardy, M. Taugourdeau, M. Teissier, M. Terrot, M. Tetart, M. Vannson, Mme Vautrin, M. Verchère, M. Vialatte, M. Jean-Pierre Vigier, M. Vitel, M. Voisin, M. Warsmann, M. Wauquiez et M. Woerth et n° 17 présenté par M. Tian, Mme Louwagie et Mme Besse.

I. – Après l'alinéa 9, insérer les deux alinéas suivants :

« 3° *bis* Après l'article L. 241-6, il est inséré un article L. 241-6-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 241-6-2. – Le taux des cotisations mentionnées au 1° de l'article L. 241-6 est réduit de 1,8 point pour les salariés dont les rémunérations et gains n'excèdent pas 3,5 fois le salaire minimum de croissance annuel. ».

II. – En conséquence, compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« C. – Le 3° *bis* du I s'applique aux cotisations sociales dues au titre des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2016. ».

« IV. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendements identiques :

Amendements n° 56 présenté par M. Vercamer, M. Benoit, M. de Courson, M. Demilly, M. Favennec, M. Fromantin, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Morin, M. Piron, M. Richard, M. Rochebloine, M. Salles, M. Sauvadet, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Philippe Vigier, M. Villain et M. Zumkeller et n° 113 présenté par Mme Poletti, M. Hetzel, M. Foulon, M. Cinieri, Mme Grosskost, M. Tardy, M. Philippe Armand Martin, M. Mathis, M. Gest, M. Kossowski, M. Chatel, M. Tian, M. Ginesy, M. Ciotti, M. Goasguen, Mme Levy, M. Straumann, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Dion, Mme Le Callennec, M. Luca, M. Jacquat, M. Reiss, M. Heinrich, M. Poisson, M. Guy Geoffroy,

M. Le Mèner, M. Lazaro, M. Barbier, Mme Zimmermann, M. Morel-A-L'Huissier, Mme Marianne Dubois, M. Teissier et M. Perrut.

I. – Après l'alinéa 9, insérer l'alinéa suivant :

« 3° *bis* À fin de la deuxième phrase du I *bis* de l'article L. 241-10, les mots : « par décret » sont remplacés par les mots : « à 2 euros » ; ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée, à due concurrence, par la majoration des droits mentionnées aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 176 présenté par Mme Fraysse, Mme Bello, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaigne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville.

Supprimer les alinéas 11 et 12.

Amendements identiques :

Amendements n° 109 rectifié présenté par M. Sebaoun, M. Robiliard, Mme Carrey-Conte, M. Paul et M. Amirshahi, n° 161 présenté par M. Roumegas, Mme Massonneau, M. Cavard, Mme Sas, M. Alauzet, Mme Abeille, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, M. Molac et Mme Pompili et n° 178 présenté par Mme Fraysse, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaigne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville.

I. – À l'alinéa 12, supprimer les mots :

« ainsi que, dans les conditions mentionnées au VIII, les cotisations dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ».

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 29.

Amendement n° 163 présenté par Mme Sas, M. Roumegas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac et Mme Pompili.

I. – À la première phrase de l'alinéa 15, après le mot :

« travail »,

insérer les mots :

« pour les contrats dont la durée est conforme au premier alinéa de l'article L. 1221-2 du code du travail », ».

II. – En conséquence, à la dernière phrase de l'alinéa 16, supprimer les mots :

« ou qui ne sont pas employés sur toute l'année ».

Amendement n° 162 présenté par Mme Sas, M. Roumegas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard,

M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac et Mme Pompili.

I. – À l'alinéa 15, après le mot :

« travail »,

insérer les mots :

« pour les contrats dont la durée de travail est égale à la durée définie à l'article L. 3121-10 du code du travail ; ».

II. – En conséquence, à la dernière phrase de l'alinéa 16, supprimer les mots :

« qui ne sont pas employés à temps plein ou ».

Amendement n° 180 présenté par Mme Fraysse, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaigne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville.

I. – À la fin de la seconde phrase de l'alinéa 15, substituer aux mots :

« et d'un coefficient »

les mots :

« , d'un coefficient et du taux d'évolution des effectifs de l'entreprise sur un an. ».

II. – En conséquence, après l'alinéa 17, insérer l'alinéa suivant :

« Le taux d'évolution des effectifs de l'entreprise sur un an est égal au rapport entre les effectifs de l'entreprise tels que définis à l'article L. 1111-2 du code du travail en début d'année et ces effectifs en fin d'année. ».

III. – En conséquence, compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes éventuelle pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. ».

Amendement n° 151 présenté par M. Bapt.

Supprimer l'alinéa 22.

Amendement n° 94 présenté par M. Bapt.

À l'alinéa 24, substituer aux mots :

« pour lesquels »

le mot :

« auxquels ».

Amendement n° 93 présenté par M. Bapt.

Après le mot :

« dues »,

rédigier ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 25 :

« par ces caisses au titre de ces indemnités. ».

Amendement n° 181 présenté par Mme Fraysse, M. Asensi, M. Azerot, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Chassaigne, M. Dolez, M. Nilor, M. Sansu et M. Serville.

Supprimer l'alinéa 26.

Amendement n° 119 rectifié présenté par Mme Berger et Mme Rabault.

Après l'alinéa 26, insérer les deux alinéas suivants :

« *d bis*) Le VII est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'entreprise n'est pas couverte au cours d'une année civile par un accord collectif de travail validé dans les conditions des articles L. 2232-12 à L. 2232-14 du même code, portant sur les priorités données à l'utilisation de la réduction des cotisations à la charge de l'employeur du présent article, le montant de la réduction applicable est diminué de 10 % au titre des rémunérations versées cette même année. Dans les entreprises dépourvues de délégué syndical et lorsqu'un procès-verbal de carence a établi l'absence de représentants élus du personnel, les accords d'entreprise ou d'établissement peuvent être négociés dans les conditions établies aux articles L. 2232-21 à L. 2232-23 du même code. Il est diminué de 100 % lorsque l'entreprise n'est pas couverte par un tel accord au 31 décembre 2016. ».

1^{ère} séance

ANALYSE DES SCRUTINS

Scrutin public n° 849

Sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (première lecture).

Nombre de votants :	553
Nombre de suffrages exprimés :	539
Majorité absolue :	270
Pour l'adoption :	307
Contre :	232

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :

Pour.....: 281

M. Ibrahim **Aboubacar**, Mmes Patricia **Adam**, Sylviane **Alaux**, MM. Jean-Pierre **Allossery**, Pouria **Amirshahi**, François **André**, Mme Nathalie **Appéré**, MM. Christian **Assaf**, Pierre **Aylagas**, Jean-Marc **Ayrault**, Alexis **Bachelay**, Guillaume **Bachelay**, Jean-Paul **Bacquet**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Serge **Bardy**, Mme Ericka **Bareigts**, M. Christian **Bataille**, Mmes Delphine **Batho**, Marie-Noëlle **Battistel**, MM. Laurent **Baumel**, Philippe **Baumel**, Nicolas **Bays**, Mmes Catherine **Beaubatie**, Marie-Françoise **Bechtel**, MM. Jean-Marie **Beffara**, Luc **Belot**, Mmes Karine **Berger**, Chantal **Berthelot**, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Erwann **Binet**, Jean-Pierre **Blazy**, Yves **Blein**, Jean-Luc **Bleunven**, Patrick **Bloche**, Daniel **Boisserie**, Mme Pascale **Boistard**, MM. Christophe **Borgel**, Florent **Boudié**, Mme Marie-Odile **Bouillé**, M. Christophe **Bouillon**, Mme Brigitte **Bourguignon**, M. Malek **Boutih**, Mme Kheira **Bouziane-Laroussi**, MM. Émeric **Bréhier**, Jean-Louis **Bricout**, Jean-Jacques **Bridey**, François **Brottes**, Mme Isabelle **Bruneau**, M. Gwenegam **Bui**, Mme Sabine **Buis**, M. Jean-Claude **Buisine**, Mme Sylviane **Bulteau**, MM. Vincent **Burroni**, Alain **Calmette**, Jean-Christophe **Cambadélis**, Mme Colette **Capdevielle**, MM. Yann **Capet**, Christophe **Caresche**, Mmes Marie-Arlette **Carlotti**, Fanélie **Carrey-Conte**, Martine **Carrillon-Couvreur**, MM. Christophe **Castaner**, Laurent **Cathala**, Jean-Yves **Caullet**, Mme Nathalie **Chabanne**, MM. Guy **Chambefort**, Jean-Paul **Chanteguet**, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, M. Guy-Michel **Chauveau**, Mme Dominique **Chauvel**, MM. Jean-David **Ciot**, Alain **Claycs**, Jean-Michel **Clément**, Mme Marie-Françoise **Clergeau**, M. Philip **Cordery**, Mme Valérie **Corre**, M. Jean-Jacques **Cottel**, Mme Catherine **Coutelle**, M. Jacques **Cresta**, Mmes Pascale **Crozon**, Seybah **Dagoma**, MM. Yves **Daniel**, Carlos **Da Silva**, Pascal **Deguilhem**, Mme Michèle **Delaunay**, MM. Guy **Delcourt**, Sébastien **Denaja**, Mmes Françoise **Descamps-Crosnier**, Sophie **Dessus**, MM. Jean-Louis **Destans**, Michel **Destot**, Mme Fanny **Dombre-Coste**, M. René **Dosière**, Mme Sandrine **Doucet**, M. Philippe

Doucet, Mme Françoise **Dubois**, M. Jean-Pierre **Dufau**, Mmes Anne-Lise **Dufour-Tonini**, Françoise **Dumas**, M. William **Dumas**, Mme Laurence **Dumont**, MM. Jean-Louis **Dumont**, Jean-Paul **Dupré**, Yves **Durand**, Philippe **Duron**, Olivier **Dussopt**, Henri **Emmanuelli**, Mmes Corinne **Erhel**, Sophie **Errante**, Marie-Hélène **Fabre**, Martine **Faure**, MM. Olivier **Faure**, Alain **Fauré**, Mathias **Fekl**, Hervé **Féron**, Richard **Ferrand**, Hugues **Fourage**, Jean-Marc **Fournel**, Mme Michèle **Fournier-Armand**, MM. Michel **Françaix**, Christian **Franqueville**, Jean-Claude **Fruteau**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Geneviève **Gaillard**, MM. Yann **Galut**, Guillaume **Garot**, Mme Hélène **Goffroy**, MM. Jean-Marc **Germain**, Jean-Patrick **Gille**, Jean **Glavany**, Yves **Goasdoué**, Daniel **Goldberg**, Mmes Geneviève **Gosselin-Fleury**, Pascale **Got**, M. Marc **Goua**, Mme Linda **Gourjade**, M. Laurent **Grandguillaume**, Mme Estelle **Grelier**, M. Jean **Grellier**, Mmes Edith **Gueugneau**, Élisabeth **Guigou**, Thérèse **Guilbert**, Chantal **Guittet**, MM. David **Habib**, Razzy **Hammadi**, Mathieu **Hanotin**, Mmes Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, M. Christian **Hutin**, Mmes Monique **Iborra**, Françoise **Imbert**, MM. Michel **Issindou**, Éric **Jalton**, Serge **Janquin**, Henri **Jibrayel**, Régis **Juanico**, Armand **Jung**, Laurent **Kalinowski**, Mme Marietta **Karamanli**, M. Philippe **Kemel**, Mmes Chaynesse **Khirouni**, Bernadette **Laclais**, Conchita **Lacuey**, M. François **Lamy**, Mmes Anne-Christine **Lang**, Colette **Langlade**, MM. Jean **Launay**, Jean-Luc **Laurent**, Pierre **Léautey**, Pierre-Yves **Le Borgn'**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**, Patrick **Lebreton**, Gilbert **Le Bris**, Mme Anne-Yvonne **Le Dain**, M. Jean-Yves **Le Déaut**, Mme Viviane **Le Dissez**, MM. Michel **Lefait**, Dominique **Lefebvre**, Mmes Annie **Le Houérou**, Annick **Le Loch**, M. Patrick **Lemasle**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Jean-Pierre **Le Roch**, Bruno **Le Roux**, Arnaud **Leroy**, Michel **Lesage**, Bernard **Lesterlin**, Serge **Letchimy**, Michel **Liebgoat**, Mme Audrey **Linkenheld**, M. François **Loncle**, Mmes Gabrielle **Louis-Carabin**, Lucette **Lousteau**, MM. Victorin **Lurel**, Jean-Pierre **Maggi**, Jean-Philippe **Mallé**, Mmes Jacqueline **Maquet**, Marie-Lou **Marcel**, MM. Jean-René **Marsac**, Philippe **Martin**, Mmes Martine **Martinel**, Frédérique **Massat**, Sandrine **Mazetier**, MM. Michel **Ménard**, Patrick **Mennucci**, Kléber **Mesquida**, Pierre **Moscovici**, Pierre-Alain **Muet**, Philippe **Nauche**, Mme Nathalie **Nieson**, MM. Philippe **Noguès**, Robert **Olive**, Mmes Maud **Olivier**, Monique **Orphé**, M. Michel **Pajon**, Mme Luce **Pane**, MM. Christian **Paul**, Rémi **Pauvros**, Germinal **Peiro**, Hervé **Pellois**, Jean-Claude **Perez**, Sébastien **Pietrasanta**, Mmes Martine **Pinville**, Christine **Pires Beaune**, M. Philippe **Plisson**, Mme Élisabeth **Pochon**, MM. Napoléon **Polutélé**, Pascal **Popelin**, Dominique **Potier**, Mme Émilienne **Poumirol**, MM. Michel **Pouzol**, Patrice **Prat**, Christophe **Premat**,

Joaquim Pueyo, François Pupponi, Mmes Catherine Quéré, Valérie Rabault, Monique Rabin, M. Dominique Raimbourg, Mmes Marie Récalde, Marie-Line Reynaud, MM. Eduardo Rihan Cypel, Denys Robiliard, Marcel Rogemont, Frédéric Roig, Mme Barbara Romagnan, MM. Gwendal Rouillard, René Rouquet, Alain Rousset, Boinali Said, Mmes Béatrice Santais, Odile Saugues, MM. Gilles Savary, Gérard Sebaoun, Christophe Sirugue, Mmes Julie Sommaruga, Suzanne Tallard, MM. Pascal Terrasse, Gérard Terrier, Thomas Thévenoud, Mme Sylvie Tolmont, MM. Jean-Louis Touraine, Stéphane Traver, Mmes Catherine Troallic, Cécile Untermaier, MM. Jean-Jacques Urvoas, Daniel Vaillant, Jacques Valax, Mme Clotilde Valter, MM. Michel Vauzelle, Olivier Véran, Fabrice Verdier, Michel Vergnier, Alain Vidalies, Patrick Vignal, Jean-Michel Villaumé, Jean Jacques Vlody et Mme Paola Zanetti.

Abstention.....: 1

M. Christophe Léonard.

Non-votant(s): M. Claude Bartolone (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole Delga (Membre du gouvernement) et M. Thierry Mandon (Membre du gouvernement).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :

Contre.....: 190

MM. Damien Abad, Elie Aboud, Bernard Accoyer, Yves Albarello, Mme Nicole Ameline, M. Benoist Apparu, Mme Laurence Arribagé, MM. Julien Aubert, Olivier Audibert-Troin, Patrick Balkany, Jean-Pierre Barbier, François Baroin, Jacques Alain Bénisti, Sylvain Berrios, Xavier Bertrand, Étienne Blanc, Marcel Bonnot, Jean-Claude Bouchet, Xavier Breton, Philippe Briand, Bernard Brochand, Dominique Bussereau, Olivier Carré, Gilles Carrez, Yves Censi, Jérôme Chartier, Luc Chatel, Gérard Cherpion, Guillaume Chevrollier, Alain Chrétien, Jean-Louis Christ, Dino Ciniéri, Éric Ciotti, Philippe Cochet, Jean-François Copé, François Cornut-Gentille, Jean-Louis Costes, Édouard Courtial, Jean-Michel Couve, Mme Marie-Christine Dalloz, MM. Gérald Darmanin, Olivier Dassault, Marc-Philippe Daubresse, Bernard Debré, Jean-Pierre Decool, Bernard Deflesselles, Lucien Degauchy, Rémi Delatte, Patrick Devedjian, Nicolas Dhucq, Mme Sophie Dion, MM. Jean-Pierre Door, Dominique Dord, David Douillet, Mmes Marianne Dubois, Virginie Duby-Muller, MM. Christian Estrosi, Daniel Fasquelle, Georges Fenech, François Fillon, Mme Marie-Louise Fort, MM. Yves Foulon, Marc Francina, Yves Fromion, Laurent Furst, Claude de Ganay, Sauveur Gandolphi-Scheit, Hervé Gaymard, Mme Annie Genevard, MM. Guy Geoffroy, Bernard Gérard, Daniel Gibbes, Franck Gilard, Georges Ginesta, Charles-Ange Ginesy, Jean-Pierre Giran, Claude Goasguen, Jean-Pierre Gorges, Philippe Gosselin, Philippe Goujon, Mmes Claude Greff, Anne Grommerch, Arlette Grosskost, MM. Serge Grouard, Henri Guaino, Mme Françoise Guégot, MM. Jean-Claude Guibal, Jean-Jacques Guillet, Christophe Guilloteau, Michel Heinrich, Michel Herbillon, Antoine Herth, Patrick Hetzel, Philippe Houillon, Guénhaël Huet, Sébastien Huyghe, Christian Jacob, Denis Jacquat, Christian Kert, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, MM. Jacques Kossowski, Marc Laffineur, Jacques Lamblin, Jean-François Lamour, Mme Laure de La Raudière, MM. Guillaume Larrivé, Charles de La Verpillière, Thierry Lazaro, Alain Leboeuf, Mme Isabelle Le Callennec, MM. Marc Le Fur, Pierre Lellouche, Bruno Le Maire, Dominique Le Mèner, Jean Leonetti, Pierre Lequiller, Philippe Le Ray, Céleste Lett, Mmes Geneviève Levy,

Véronique Louwagie, MM. Lionnel Luca, Gilles Lurton, Jean-François Mancel, Laurent Marcangeli, Thierry Mariani, Hervé Mariton, Alain Marleix, Olivier Marleix, Franck Marlin, Alain Marsaud, Philippe Armand Martin, Patrice Martin-Lalande, Alain Marty, Jean-Claude Mathis, François de Mazières, Damien Meslot, Philippe Meunier, Jean-Claude Mignon, Pierre Morange, Yannick Moreau, Pierre Morel-A-L'Huissier, Alain Moyne-Bressand, Jacques Myard, Mme Dominique Nachury, MM. Yves Nicolin, Patrick Ollier, Mme Valérie Pécresse, MM. Jacques Pélissard, Bernard Perrut, Édouard Philippe, Jean-Frédéric Poisson, Mme Bérengère Poletti, M. Axel Poniatowski, Mme Josette Pons, MM. Christophe Priou, Didier Quentin, Frédéric Reiss, Bernard Reynès, Franck Riester, Arnaud Robinet, Camille de Rocca Serra, Mme Sophie Rohfritsch, MM. Martial Saddier, Paul Salen, François Scellier, Mme Claudine Schmid, MM. André Schneider, Jean-Marie Sermier, Fernand Siré, Thierry Solère, Michel Sordi, Éric Straumann, Claude Sturni, Alain Suguenot, Mme Michèle Tabarot, MM. Lionel Tardy, Jean-Charles Taugourdeau, Michel Terrot, Jean-Marie Tetart, François Vannson, Mme Catherine Vautrin, MM. Patrice Verchère, Jean-Sébastien Vialatte, Jean-Pierre Vigier, Philippe Vitel, Michel Voisin, Jean-Luc Warsmann, Laurent Wauquiez, Éric Woerth et Mme Marie-Jo Zimmermann.

Abstention.....: 1

M. Frédéric Lefebvre.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29) :

Contre.....: 26

MM. Thierry Benoit, Charles de Courson, Laurent Degallaix, Stéphane Demilly, Yannick Favennec, Philippe Folliot, Jean-Christophe Fromantin, Philippe Gomès, Meyer Habib, Francis Hillmeyer, Yves Jégo, Mme Sonia Lagarde, MM. Maurice Leroy, Hervé Morin, Bertrand Pancher, Michel Piron, Franck Reynier, Arnaud Richard, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, François Sauvadet, Francis Vercamer, Philippe Vigier, François-Xavier Villain et Michel Zumkeller.

Groupe écologiste (18) :

Pour.....: 10

M. Éric Alauzet, Mme Brigitte Allain, MM. Denis Baupin, Christophe Cavard, François-Michel Lambert, Mme Véronique Massonneau, M. Paul Molac, Mme Barbara Pompili, MM. Jean-Louis Roumégas et François de Rugby.

Contre.....: 1

Mme Isabelle Attard.

Abstention.....: 7

Mmes Laurence Abeille, Danielle Auroi, Michèle Bonneton, M. Sergio Coronado, Mme Cécile Duflot, M. Noël Mamère et Mme Eva Sas.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :

Pour.....: 13

MM. Ary Chalus, Gérard Charasse, Mme Jeanine Dubié, MM. Olivier Falorni, Paul Giacobbi, Joël Giraud, Mme Gilda Hobert, MM. Jacques Krabal, Jacques Moignard, Mme Dominique Orliac, MM. Stéphane Saint-André, Roger-Gérard Schwartzberg et Alain Tourret.

Abstention.....: 2

MM. Jean-Noël Carpentier et Thierry Robert.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :*Pour.....* : 2MM. Bruno Nestor **Azérot** et Gabriel **Serville**.*Contre.....* : 10MM. François **Asensi**, Alain **Bocquet**, Mme Marie-George **Buffet**, MM. Jean-Jacques **Candelier**, Patrice **Carvalho**, Gaby **Charroux**, André **Chassaigne**, Marc **Dolez**, Mme Jacqueline **Frayse** et M. Nicolas **Sansu**.*Abstention.....* : 3Mme Huguette **Bello**, MM. Alfred **Marie-Jeanne** et Jean-Philippe **Nilor**.**Non inscrits (10) :***Pour.....* : 1

Mme Sylvie Andrieux.

Contre..... : 5

Mme Véronique Besse, MM. Jacques Bompard, Gilles Bourdouleix, Nicolas Dupont-Aignan et Mme Marion Maréchal-Le Pen.

Non-votant(s) : Mme Annick Girardin (Membre du gouvernement).**MISES AU POINT AU SUJET DU PRÉSENT
SCRUTIN (N° 849)***(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale)*Mme Martine **Lignièrès-Cassou**, M. Bernard **Roman**, qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu "**voter pour**".Mme Valérie **Boyer**, M. Guy **Teissier**, qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu "**voter contre**".**Scrutin public n° 850***Sur l'article 1^{er} du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première lecture).*

Nombre de votants :	187
Nombre de suffrages exprimés :	185
Majorité absolue :	93
Pour l'adoption :	182
Contre :	3

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :*Pour.....* : 129MM. Jean-Pierre **Allossery**, Pouria **Amirshahi**, François **André**, Mme Nathalie **Appéré**, MM. Christian **Assaf**, Pierre **Aylagas**, Guillaume **Bachelay**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Mme Marie-Noëlle **Battistel**, MM. Laurent **Baumel**, Nicolas **Bays**, Mme Catherine **Beaubatie**, M. Luc **Belot**, Mmes Karine **Berger**, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Erwann **Binet**, Yves **Blein**, Jean-Luc **Bleunven**, Mme Pascale **Boistard**, M. Christophe **Borgel**, Mme Marie-Odile **Bouillé**, M. Christophe **Bouillon**, Mme Brigitte **Bourguignon**, MM. Émeric **Bréhier**, Jean-Louis **Bricout**, Gwenegan **Bui**, Mme Sylviane **Bulteau**, M. Alain **Calmette**, Mme Colette **Capdevielle**, M. Christophe **Caresche**, Mme Marie-Arlette **Carlotti**, MM. Laurent **Cathala**, Jean-Yves **Caullet**, Guy **Chambefort**, Mme Marie-Anne

Chapdelaine, MM. Alain **Claeys**, Jean-Michel **Clément**, Mmes Marie-Françoise **Clergeau**, Valérie **Corre**, Catherine **Coutelle**, M. Jacques **Cresta**, Mme Pascale **Crozon**, MM. Yves **Daniel**, Carlos **Da Silva**, Pascal **Deguilhem**, Sébastien **Denaja**, Mme Françoise **Descamps-Crosnier**, M. Philippe **Doucet**, Mmes Anne-Lise **Dufour-Tonini**, Françoise **Dumas**, MM. William **Dumas**, Yves **Durand**, Mmes Corinne **Erhel**, Sophie **Errante**, Marie-Hélène **Fabre**, MM. Alain **Fauré**, Matthias **Fekl**, Hervé **Féron**, Hugues **Fourage**, Jean-Marc **Fournel**, Christian **Franqueville**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Hélène **Geoffroy**, MM. Jean-Marc **Germain**, Jean **Glavany**, Yves **Goasdoué**, Mme Geneviève **Gosselin-Fleury**, M. Marc **Goua**, Mmes Estelle **Grelier**, Edith **Gueugneau**, Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, M. Christian **Hutin**, Mme Monique **Iborra**, MM. Michel **Issindou**, Serge **Janquin**, Henri **Jibrayel**, Mmes Marietta **Karamanli**, Chaynesse **Khirouni**, Bernadette **Laclais**, Conchita **Lacuey**, Anne-Christine **Lang**, Colette **Langlade**, MM. Jean-Luc **Laurent**, Pierre-Yves **Le Borgn'**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**, Gilbert **Le Bris**, Dominique **Lefebvre**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Bruno **Le Roux**, Michel **Liebgott**, François **Loncle**, Mme Lucette **Lousteau**, M. Jean-Pierre **Maggi**, Mmes Martine **Martinel**, Sandrine **Mazetier**, M. Patrick **Mennucci**, Mme Nathalie **Nieson**, M. Robert **Olive**, Mmes Maud **Olivier**, Monique **Orphé**, MM. Michel **Pajon**, Christian **Paul**, Hervé **Pellois**, Mmes Martine **Pinville**, Christine **Pires Beaune**, MM. Pascal **Popelin**, Dominique **Potier**, Michel **Pouzol**, Mme Catherine **Quéré**, M. Dominique **Raimbourg**, Mme Marie **Récalde**, MM. Eduardo **Rihan Cypel**, Denys **Robiliard**, Alain **Rodet**, Frédéric **Roig**, René **Rouquet**, Boinali **Said**, Thomas **Thévenoud**, Mme Catherine **Troallic**, MM. Jean-Jacques **Urvoas**, Daniel **Vaillant**, Mme Clotilde **Valter**, MM. Olivier **Véran**, Jean-Michel **Villaumé** et Mme Paola **Zanetti**.

Contre..... : 1Mme Barbara **Romagnan**.*Abstention.....* : 2Mme Linda **Gourjade** et M. Philippe **Noguès**.*Non-votant(s)* : M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole **Delga** (Membre du gouvernement) et M. Thierry **Mandon** (Membre du gouvernement).**Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :***Pour.....* : 37M. Yves **Albarello**, Mme Laurence **Arribagé**, MM. Julien **Aubert**, Jean-Pierre **Barbier**, Étienne **Blanc**, Bernard **Brochand**, Gérard **Cherpion**, Dino **Cinieri**, Éric **Ciotti**, Jean-Louis **Costes**, Jean-Pierre **Decool**, Rémi **Delatte**, Jean-Pierre **Door**, Marc **Francina**, Laurent **Furst**, Sauveur **Gandolfi-Scheit**, Bernard **Gérard**, Philippe **Gosselin**, Patrick **Hetzel**, Christian **Jacob**, Jean-François **Lamour**, Mme Isabelle **Le Callennec**, MM. Frédéric **Lefebvre**, Marc **Le Fur**, Pierre **Lellouche**, Mme Véronique **Louwagie**, MM. Gilles **Lurton**, Hervé **Mariton**, Pierre **Morel-A-L'Huissier**, Bernard **Perrut**, Mmes Bérengère **Poletti**, Josette **Pons**, Claudine **Schmid**, MM. Fernand **Siré**, Philippe **Vitel**, Éric **Woerth** et Mme Marie-Jo **Zimmermann**.**Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29) :***Pour.....* : 4MM. Thierry **Benoit**, Arnaud **Richard**, Francis **Vercamer** et Philippe **Vigier**.

Groupe écologiste (18) :*Pour.....* : 10

Mme Laurence **Abeille**, MM. Éric **Alauzet**, Christophe **Cavard**,
Mme Cécile **Duflot**, M. Noël **Mamère**, Mme Véronique
Massonneau, MM. Paul **Molac**, Jean-Louis **Roumégas**,
François de **Rugy** et Mme Eva **Sas**.

*Non-votant(s) :*M. Denis **Baupin** (Président de séance).**Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :***Pour.....* : 1Mme Gilda **Hobert**.**Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :***Contre.....* : 2M. Marc **Dolez** et Mme Jacqueline **Frayse**.**Non inscrits (10) :***Pour.....* : 1Mme Sylvie **Andrieux**.*Non-votant(s) :* Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).**Scrutin public n° 851**

*Sur les amendements identiques n° 138 rectifié de M. Laurent Baumel
et n° 190 de Mme Eva Sas après l'article 1^{er} du projet de loi de
financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première
lecture).*

Nombre de votants :	188
Nombre de suffrages exprimés :	188
Majorité absolue :	95
Pour l'adoption :	34
Contre :	154

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :*Pour.....* : 23

MM. Pouria **Amirshahi**, Christian **Assaf**, Laurent **Baumel**,
Mmes Kheira **Bouziiane-Laroussi**, Colette **Capdevielle**,
Fanélie **Carrey-Conte**, MM. Henri **Emmanuelli**, Hervé
Féron, Jean-Marc **Germain**, Mathieu **Hanotin**, Christian
Hutin, Jean-Luc **Laurent**, Jean-Pierre **Maggi**, Philippe
Noguès, Robert **Olive**, Christian **Paul**, Dominique **Potier**,
Michel **Pouzol**, Denys **Robiliard**, Mme Barbara **Romagnan**,
M. Gérard **Sebaoun**, Mmes Suzanne **Tallard** et Paola **Zanetti**.

Contre..... : 117

MM. Jean-Pierre **Allossery**, François **André**, Mme Nathalie
Appéré, MM. Pierre **Aylagas**, Alexis **Bachelay**, Guillaume
Bachelay, Jean-Paul **Bacquet**, Dominique **Baert**, Gérard
Bapt, Mme Marie-Noëlle **Battistel**, M. Nicolas **Bays**,
Mme Catherine **Beaubatie**, M. Luc **Belot**, Mmes Karine
Berger, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Erwann
Binet, Yves **Blein**, Jean-Luc **Bleunven**, Mme Pascale
Boistard, M. Christophe **Borgel**, Mme Marie-Odile
Bouillé, M. Christophe **Bouillon**, Mme Brigitte
Bourguignon, MM. Émeric **Bréhier**, Jean-Louis **Bricout**,
Gwenegan **Bui**, Mme Sylviane **Bulteau**, MM. Alain
Calmette, Christophe **Caresche**, Mme Marie-Arlette
Carlotti, MM. Laurent **Cathala**, Jean-Yves **Caullet**, Guy
Chambefort, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, MM. Alain
Clacys, Jean-Michel **Clément**, Mmes Marie-Françoise

Clergeau, Valérie **Corre**, Catherine **Coutelle**, M. Jacques
Cresta, Mme Pascale **Crozon**, MM. Yves **Daniel**, Carlos
Da Silva, Pascal **Deguilhem**, Guy **Delcourt**, Sébastien
Denaja, Mme Françoise **Descamps-Crosnier**, M. Philippe
Doucet, Mmes Anne-Lise **Dufour-Tonini**, Françoise
Dumas, MM. William **Dumas**, Yves **Durand**,
Mmes Corinne **Erhel**, Sophie **Errante**, Marie-Hélène **Fabre**,
MM. Alain **Fauré**, Hugues **Fourage**, Jean-Marc **Fournel**,
Christian **Franqueville**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Hélène
Geoffroy, MM. Jean **Glavany**, Yves **Goasdoué**,
Mme Geneviève **Gosselin-Fleury**, M. Marc **Goua**,
Mmes Linda **Gourjade**, Estelle **Grelier**, Edith **Gueugneau**,
Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, Monique **Iborra**,
MM. Michel **Issindou**, Serge **Janquin**, Henri **Jibrayel**,
Mmes Marietta **Karamanli**, Bernadette **Laclais**, Conchita
Lacuey, Anne-Christine **Lang**, Colette **Langlade**,
MM. Pierre-Yves **Le Borgn'**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**,
Mme Anne-Yvonne **Le Dain**, M. Dominique **Lefebvre**,
Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Bruno
Le Roux, Michel **Liebgott**, François **Loncle**, Mmes Lucette
Lousteau, Jacqueline **Maquet**, Martine **Martinel**, Sandrine
Mazetier, M. Patrick **Mennucci**, Mmes Nathalie **Nieson**,
Maud **Olivier**, Monique **Orphé**, MM. Michel **Pajon**,
Hervé **Pellois**, Mmes Martine **Pinville**, Christine
Pires Beaune, MM. Napole **Polutélé**, Pascal **Popelin**,
Mme Catherine **Quéré**, M. Dominique **Raimbourg**,
Mme Marie **Récalde**, MM. Eduardo **Rihan Cypel**, Frédéric
Roig, René **Rouquet**, Boinali **Said**, Thomas **Thévenoud**,
Mme Catherine **Troallic**, MM. Jean-Jacques **Urvoas**, Daniel
Vaillant, Mme Clotilde **Valter**, MM. Olivier **Véran** et Jean-
Michel **Villaumé**.

Non-votant(s) : M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole **Delga** (Membre du gouvernement) et M. Thierry **Mandon** (Membre du gouvernement).**Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :***Contre.....* : 32

M. Yves **Albarello**, Mme Laurence **Arribagé**, MM. Jean-Pierre
Barbier, Étienne **Blanc**, Gérard **Cherpion**, Dino **Cinieri**,
Jean-Louis **Costes**, Jean-Pierre **Decool**, Rémi **Delatte**, Jean-
Pierre **Door**, Marc **Francina**, Laurent **Furst**, Sauveur
Gandolfi-Scheit, Bernard **Gérard**, Philippe **Gosselin**,
Patrick **Hetzel**, Christian **Jacob**, Mme Isabelle
Le Callennec, MM. Marc **Le Fur**, Pierre **Lellouche**,
Mme Véronique **Louwagie**, MM. Gilles **Lurton**, Pierre
Morel-A-L'Huissier, Bernard **Perrut**, Mmes Bérengère
Poletti, Josette **Pons**, M. Christophe **Priou**, Mme Claudine
Schmid, MM. Fernand **Siré**, Philippe **Vitel**, Éric **Woerth** et
Mme Marie-Jo **Zimmermann**.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29) :*Contre.....* : 3MM. Arnaud **Richard**, Francis **Vercamer** et Philippe **Vigier**.**Groupe écologiste (18) :***Pour.....* : 10

Mme Laurence **Abeille**, MM. Éric **Alauzet**, Christophe **Cavard**,
Mme Cécile **Duflot**, M. Noël **Mamère**, Mme Véronique
Massonneau, MM. Paul **Molac**, Jean-Louis **Roumégas**,
François de **Rugy** et Mme Eva **Sas**.

Non-votant(s) : M. Denis **Baupin** (Président de séance).**Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :***Pour.....* : 1Mme Gilda **Hobert**.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15)**Non inscrits (10) :***Contre.....: 2*Mme Sylvie **Andrieux** et M. Jacques **Bompard**.*Non-votant(s):* Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).**Scrutin public n° 852***Sur l'amendement n° 108 de M. Sebaoun à l'article 2 du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première lecture).*

Nombre de votants :	101
Nombre de suffrages exprimés :	99
Majorité absolue :	50
Pour l'adoption :	36
Contre :	63

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :*Pour.....: 18*MM. Pouria **Amirshahi**, Serge **Bardy**, Laurent **Baumel**, Mme Kheira **Bouziiane-Laroussi**, M. Gwenegan **Bui**, Mme Fanélie **Carrey-Conte**, MM. Henri **Emmanuelli**, Hervé **Féron**, Jean-Marc **Germain**, Jean-Patrick **Gille**, Mme Edith **Gueugneau**, MM. Mathieu **Hanotin**, Arnaud **Leroy**, Philippe **Noguès**, Denys **Robiliard**, Gérard **Sebaoun**, Mmes Suzanne **Tallard** et Paola **Zanetti**.*Contre.....: 59*MM. Jean-Pierre **Allossery**, François **André**, Pierre **Aylagas**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Mme Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Daniel **Boisserie**, Mmes Marie-Odile **Bouillé**, Brigitte **Bourguignon**, MM. Jean-Claude **Buisine**, Alain **Calmette**, Mme Marie-Arlette **Carlotti**, MM. Guy **Chambefort**, Guy-Michel **Chauveau**, Alain **Claeys**, Mmes Marie-Françoise **Clergeau**, Valérie **Corre**, M. Jacques **Cresta**, Mme Pascale **Crozon**, M. Guy **Delcourt**, Mmes Françoise **Descamps-Crosnier**, Françoise **Dumas**, MM. William **Dumas**, Yves **Durand**, Mme Marie-Hélène **Fabre**, MM. Alain **Fauré**, Christian **Franqueville**, Jean-Louis **Gagnaire**, Yann **Galut**, Mmes Hélène **Geoffroy**, Geneviève **Gosselin-Fleury**, Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, Monique **Iborra**, MM. Michel **Issindou**, Henri **Jibrayel**, Mmes Anne-Christine **Lang**, Colette **Langlade**, MM. Pierre-Yves **Le Borgn'**, Dominique **Lefebvre**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, M. Michel **Liebgott**, Mmes Martine **Lignières-Cassou**, Lucette **Lousteau**, Jacqueline **Maquet**, Nathalie **Nieson**, M. Robert **Olive**, Mmes Martine **Pinville**, Christine **Pires Beaune**, M. Pascal **Popelin**, Mme Catherine **Quéré**, MM. Frédéric **Roig**, Boinali **Said**, Mmes Sylvie **Tolmont**, Clotilde **Valter**, MM. Olivier **Véran** et Jean-Michel **Villaumé**.*Abstention.....: 1*M. Razzy **Hammadi**.*Non-votant(s):* M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole **Delga** (Membre du gouvernement) et M. Thierry **Mandon** (Membre du gouvernement).**Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :***Pour.....: 9*MM. Jean-Pierre **Barbier**, Marc **Francina**, Pierre **Lellouche**, Mmes Véronique **Louwagie**, Dominique **Nachury**, M. Bernard **Perrut**, Mme Josette **Pons**, MM. Fernand **Siré** et Éric **Woerth**.*Contre.....: 1*M. Jean-Claude **Mathis**.*Abstention.....: 1*M. Jean-Pierre **Door**.**Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29) :***Pour.....: 2*MM. Arnaud **Richard** et Francis **Vercamer**.**Groupe écologiste (18) :***Pour.....: 5*MM. Christophe **Cavard**, Noël **Mamère**, Mme Véronique **Massonneau**, M. Jean-Louis **Roumégas** et Mme Eva **Sas**.*Non-votant(s):* M. Denis **Baupin** (Président de séance).**Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :***Contre.....: 2*Mmes Gilda **Hobert** et Dominique **Orliac**.**Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :***Pour.....: 2*M. Marc **Dolez** et Mme Jacqueline **Fraysse**.**Non inscrits (10) :***Contre.....: 1*M. Jacques **Bompard**.*Non-votant(s):* Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).**Scrutin public n° 853***Sur les amendements identiques n° 143 de Mme Fraysse, n° 160 de M. Roumégas et n° 188 rectifié de M. Germain à l'article 2 du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première lecture).*

Nombre de votants :	106
Nombre de suffrages exprimés :	106
Majorité absolue :	54
Pour l'adoption :	21
Contre :	85

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :*Pour.....: 13*M. Laurent **Baumel**, Mmes Kheira **Bouziiane-Laroussi**, Fanélie **Carrey-Conte**, MM. Henri **Emmanuelli**, Jean-Marc **Germain**, Mme Edith **Gueugneau**, MM. Philippe **Noguès**, Christian **Paul**, Denys **Robiliard**, Mme Barbara **Romagnan**, M. Gérard **Sebaoun**, Mmes Suzanne **Tallard** et Paola **Zanetti**.*Contre.....: 70*M. François **André**, Mme Nathalie **Appéré**, MM. Pierre **Aylagas**, Guillaume **Bachelay**, Dominique **Baert**, Mme Marie-Noëlle **Battistel**, M. Nicolas **Bays**, Mmes Karine **Berger**, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Jean-Luc **Bleunven**, Mme Pascale **Boistard**, MM. Christophe **Borgel**, Jean-Claude **Buisine**, Alain

Calmette, Christophe **Caresche**, Christophe **Castaner**, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, M. Guy-Michel **Chauveau**, Mme Marie-Françoise **Clergeau**, M. Jacques **Cresta**, Mme Pascale **Crozon**, MM. Guy **Delcourt**, Sébastien **Denaja**, Mme Françoise **Descamps-Crosnier**, M. Jean-Louis **Destans**, Mme Françoise **Dumas**, MM. Jean-Paul **Dupré**, Yves **Durand**, Mmes Corinne **Erhel**, Marie-Hélène **Fabre**, MM. Alain **Fauré**, Matthias **Fekl**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Hélène **Geoffroy**, M. Yves **Goasdoué**, Mme Estelle **Grelier**, M. Razzy **Hammadi**, Mmes Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, Monique **Iborra**, M. Michel **Issindou**, Mmes Bernadette **Laclais**, Colette **Langlade**, M. Dominique **Lefebvre**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Jean-Pierre **Le Roch**, Bruno **Le Roux**, Mmes Martine **Lignières-Cassou**, Jacqueline **Maquet**, Frédérique **Massat**, M. Patrick **Mennucci**, Mme Nathalie **Nieson**, MM. Robert **Olive**, Hervé **Pellois**, Mme Martine **Pinville**, MM. Pascal **Popelin**, Joaquim **Pueyo**, Mme Catherine **Quéré**, MM. Dominique **Raimbourg**, Bernard **Roman**, Boinali **Said**, Thomas **Thévenoud**, Jean-Louis **Touraine**, Mme Cécile **Untermaier**, M. Jean-Jacques **Urvoas**, Mme Clotilde **Valter**, MM. Olivier **Véran** et Jean-Michel **Villaumé**.

Non-votant(s) : M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole **Delga** (Membre du gouvernement) et M. Thierry **Mandon** (Membre du gouvernement).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :

Contre..... : 9

M. Jean-Pierre **Barbier**, Mme Marie-Christine **Dalloz**, MM. Jean-Pierre **Door**, Marc **Francina**, Christian **Jacob**, Alain **Leboeuf**, Mmes Véronique **Louwagie**, Dominique **Nachury** et M. Bernard **Perrut**.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29) :

Contre..... : 3

MM. Charles de **Courson**, Francis **Vercamer** et Philippe **Vigier**.

Groupe écologiste (18) :

Pour..... : 6

MM. Denis **Baupin**, Christophe **Cavard**, Noël **Mamère**, Mme Véronique **Massonneau**, M. Jean-Louis **Roumégas** et Mme Eva **Sas**.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :

Contre..... : 2

Mmes Gilda **Hobert** et Dominique **Orliac**.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour..... : 2

M. Marc **Dolez** et Mme Jacqueline **Fraysse**.

Non inscrits (10) :

Contre..... : 1

M. Jacques **Bompard**.

Non-votant(s) : Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).

Scrutin public n° 854

Sur l'amendement n° 176 de Mme Fraysse à l'article 2 du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première lecture).

Nombre de votants : 74
 Nombre de suffrages exprimés : 74
 Majorité absolue : 38
 Pour l'adoption : 14
 Contre : 60

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :

Pour..... : 8

M. Pouria **Amirshahi**, Mme Fanélie **Carrey-Conte**, MM. Jean-Marc **Germain**, Philippe **Noguès**, Denys **Robiliard**, Boinali **Said**, Gérard **Sebaoun** et Mme Suzanne **Tallard**.

Contre..... : 43

MM. François **André**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Mmes Marie-Noëlle **Battistel**, Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Yves **Blein**, Jean-Luc **Bleunven**, Mme Pascale **Boistard**, MM. Christophe **Borgel**, François **Brottes**, Alain **Calmette**, Christophe **Caresche**, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, M. Jacques **Cresta**, Mmes Pascale **Crozon**, Françoise **Descamps-Crosnier**, Françoise **Dumas**, MM. Alain **Fauré**, Hugues **Fourage**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mmes Hélène **Geoffroy**, Chantal **Guittet**, Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, Monique **Iborra**, M. Michel **Issindou**, Mme Bernadette **Laclais**, M. Dominique **Lefebvre**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Jean-Pierre **Le Roch**, Bruno **Le Roux**, Mmes Martine **Lignières-Cassou**, Frédérique **Massat**, M. Hervé **Pellois**, Mme Martine **Pinville**, M. Pascal **Popelin**, Mme Émilienne **Poumirol**, M. Joaquim **Pueyo**, Mmes Catherine **Quéré**, Clotilde **Valter** et M. Olivier **Véran**.

Non-votant(s) : M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole **Delga** (Membre du gouvernement) et M. Thierry **Mandon** (Membre du gouvernement).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :

Contre..... : 12

MM. Elie **Aboud**, Jacques Alain **Bénisti**, Guillaume **Chevrollier**, Jean-Pierre **Door**, David **Douillet**, Christian **Jacob**, Alain **Leboeuf**, Mmes Véronique **Louwagie**, Dominique **Nachury**, M. Bernard **Perrut**, Mme Bérengère **Poletti** et M. Philippe **Vitel**.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29) :

Contre..... : 2

MM. Charles de **Courson** et Francis **Vercamer**.

Groupe écologiste (18) :

Pour..... : 4

M. Christophe **Cavard**, Mme Véronique **Massonneau**, M. Jean-Louis **Roumégas** et Mme Eva **Sas**.

Non-votant(s) : M. Denis **Baupin** (Président de séance).

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :

Contre..... : 2

Mmes Gilda **Hobert** et Dominique **Orliac**.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour..... : 2

M. Marc **Dolez** et Mme Jacqueline **Fraysse**.

Non inscrits (10) :

Contre..... : 1

M. Jacques **Bompard**.

Non-votant(s): Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).

Scrutin public n° 855

Sur l'amendement n° 109 rectifié de M. Sebaoun et les amendements identiques à l'article 2 du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (première lecture).

Nombre de votants :	78
Nombre de suffrages exprimés :	77
Majorité absolue :	39
Pour l'adoption :	17
Contre :	60

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :

Pour.....: 11

MM. Pouria **Amirshahi**, Serge **Bardy**, Mmes Fanélie **Carrey-Conte**, Nathalie **Chabanne**, M. Jean-Marc **Germain**, Mme Chantal **Guittet**, MM. Philippe **Noguès**, Denys **Robiliard**, Gérard **Sebaoun**, Mmes Suzanne **Tallard** et Paola **Zanetti**.

Contre.....: 52

MM. François **André**, Dominique **Baert**, Gérard **Bapt**, Mme Marie-Noëlle **Battistel**, M. Luc **Belot**, Mme Gisèle **Biémouret**, MM. Philippe **Bies**, Yves **Blein**, Jean-Luc **Bleunven**, Mme Pascale **Boistard**, MM. Christophe **Borgel**, François **Brottes**, Mme Sylviane **Bulteau**, MM. Alain **Calmette**, Yann **Capet**, Christophe **Caresche**, Mme Marie-Anne **Chapdelaine**, M. Guy-Michel **Chauveau**, Mme Marie-Françoise **Clergeau**, M. Jacques **Cresta**, Mmes Pascale **Crozon**, Françoise **Descamps-Crosnier**, Françoise **Dumas**, MM. Alain **Fauré**, Hugues **Fourage**, Christian **Franqueville**, Jean-Louis **Gagnaire**, Mmes Hélène **Geoffroy**, Joëlle **Huillier**, Sandrine **Hurel**, Monique **Iborra**, M. Michel **Issindou**, Mme Bernadette **Laclais**, MM. Pierre-Yves **Le Borgn'**, Dominique **Lefebvre**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Jean-Pierre **Le Roch**, Bruno **Le Roux**, Mme Martine **Lignières-Cassou**, M. Jean-

Philippe **Mallé**, Mme Frédérique **Massat**, M. Hervé **Pellois**, Mme Martine **Pinville**, M. Pascal **Popelin**, Mme Émilienne **Poumirol**, M. Joaquim **Pueyo**, Mme Catherine **Quéré**, MM. Boinali **Said**, Jean-Jacques **Urvoas**, Mme Clotilde **Valter** et M. Olivier **Véran**.

Non-votant(s): M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale), Mme Carole **Delga** (Membre du gouvernement) et M. Thierry **Mandon** (Membre du gouvernement).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (199) :

Contre.....: 5

MM. Elie **Aboud**, David **Douillet**, Alain **Leboeuf**, Mme Dominique **Nachury** et M. Bernard **Perrut**.

Abstention.....: 1

M. Philippe **Vitel**.

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (29)

Groupe écologiste (18) :

Pour.....: 4

M. Christophe **Cavard**, Mme Véronique **Massonneau**, M. Jean-Louis **Roumégas** et Mme Eva **Sas**.

Non-votant(s): M. Denis **Baupin** (Président de séance).

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16) :

Contre.....: 2

Mmes Gilda **Hobert** et Dominique **Orliac**.

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour.....: 2

M. Marc **Dolez** et Mme Jacqueline **Fraysse**.

Non inscrits (10) :

Contre.....: 1

M. Jacques **Bompard**.

Non-votant(s): Mme Annick **Girardin** (Membre du gouvernement).